

## Commission de Sécurité de l'Arrondissement du Mans

SDIS de la Sarthe  
Sous direction des moyens opérationnels  
Groupement Organisation et Coordination des Secours  
Service prévention  
Dossier étudié par : Ltn Stephane BRAZILLE /IB  
Tél : 02.43.54.66.85 / 66.86 / 66.87  
Courriel : serv.prev@sdis72.fr  
Fax : 02.43.74.37.86

### PROCÈS-VERBAL

**OBJET :** Contrôle des établissements recevant du public

La Commission de Sécurité de l'Arrondissement du Mans s'est réunie le **26/01/2024** en vue d'émettre, conformément aux dispositions des articles R.143-1 à R.143-47 du code de la construction et de l'habitation et du décret n°95-260 du 8 mars 1995, un avis sur l'exploitation de l'Établissement Recevant du Public ci-dessous :

Commune :	LE MANS
Établissement :	E 181 00055 014 - CENTRE HOSPITALIER - BATIMENT ALZHEIMER PABLO PICASSO 194 avenue Rubillard
Catégorie :	4ème cat.
Type principal :	U

### AVIS

A l'issue de cette visite, les membres de la commission émettent un **avis favorable** à la poursuite d'exploitation de cet établissement. Néanmoins, les prescriptions énoncées dans le rapport de visite joint devront être intégralement respectées.

Les travaux, soumis ou non à permis de construire, ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire donné après avis de la commission de sécurité. Il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification de l'établissement.

Le contrôle exercé par l'administration ou par la commission de sécurité ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement (articles R.143-22 et R.143-34 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Le Président de la Commission,

M. BESLAND, BSCGC Préfecture



## Commission de Sécurité de l'Arrondissement du Mans

### RAPPORT DE LA VISITE DU : 26/01/2024

Établissement : E 181 00055 014 - CENTRE HOSPITALIER - BATIMENT ALZHEIMER PABLO PICASSO  
Adresse : 194 avenue Rubillard  
72000 LE MANS  
Type et Catégorie : U - 4ème cat.  
Objet de la visite : visite périodique  
Périodicité des visites : 36 mois  
Date dernière visite périodique et avis : 09/02/2021 - avis favorable

### COMPOSITION DE LA COMMISSION

#### Membres ayant voix délibérative :

Le président de la commission : M. BESLAND, BSCGC Préfecture  
Le représentant du MAIRE : Mme LAUTRU  
Le représentant du DDSIS : M. le Ltn BRAZILLE

#### Assistaient également à la réunion de la commission (membres ayant voix consultative) :

- Mme REZE, responsable sécurité Incendie Centre Hospitalier du Mans
- M. CARRE, responsable département maintenance et sécurité
- M. METAIS, service urbanisme ERP ville du Mans

### RÈGLEMENTATION

Cet établissement est soumis aux dispositions du règlement de sécurité du 25 juin 1980, annexé aux articles R.143-1 à R.143-47 du code de la construction et de l'habitation, traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, ainsi qu'au décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Le non respect de ces réglementations est passible des sanctions prévues aux articles L. 143-3, R. 184-4 et R. 184-5 du code de la construction et de l'habitation.

### HISTORIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT

N° de PC ou AT	Objet	Date d'étude par la SCDS	Date de réception des travaux ou devenir de la demande
PC.181.04.Z2708	Projet de construction	06.01.2005	13.02.2009
PC.181.04.Z2708/01	PC modificatif	24.09.2009	
AT 181 16 Z0239	Travaux de mise en accessibilité	04.08.2016	

## DESCRIPTIF DE L'ÉTABLISSEMENT

La visite a été réalisée sous la conduite de Mme REZE, responsable sécurité Incendie Centre Hospitalier du Mans.

### **Descriptif :**

Bâtiment à simple rez-de-chaussée comprenant :

- 24 chambres (soit 24 lits)
- 2 séjours avec office
- 1 salle de réunion
- des bureaux
- des locaux, ménage, réserves, lingerie
- des vestiaires et sanitaires
- 1 local électrique
- 1 sous-station

## VERIFICATIONS TECHNIQUES

### **Contrôle des vérifications techniques obligatoires (visite périodique) :**

<b>NATURE</b>	<b>VÉRIFICATEUR</b>	<b>DATE</b>	<b>OBSERVATIONS</b>
<i>Installations électriques</i>	APAVE	28/07/2023	Observations levées en interne
<i>Éclairage de sécurité (BAES)</i>	APAVE	28/07/2023	
<i>Installation de chauffage sous-station</i>	/		
<i>Système de sécurité incendie de catégorie A : système d'alarme type 1</i>			
<i>- contrat annuel d'entretien</i>	SIEMENS	07/12/2023	
<i>- contrôle triennal par organisme agréé (1<sup>er</sup> groupe)</i>	APAVE	30/04/2023	
<i>- contrôle triennal désenfumage mécanique</i>	APAVE	30/04/2021	
<i>Extincteurs portatifs</i>	IPS	12/01/2024	
<i>Portes automatiques (contrat annuel d'entretien)</i>	AF Maintenance	06/07/2023	Contrat
<i>Réseau de fluides médicaux</i>	APAVE	28/08/2023	

### **Contrôles (art. MS74) :**

Lors des visites périodiques effectuées par les commissions de sécurité, toutes dispositions doivent être prises par l'exploitant pour permettre le contrôle efficace des moyens de secours. A cet effet, la direction doit mettre en place le personnel et le matériel nécessaire aux essais de fonctionnement.

### **Autres vérifications :**

Registre de sécurité tenu à jour : oui

Formation du personnel :

- manipulation des extincteurs : 24 personnes formées en janvier 2024
- exercice d'évacuation : 22/01/2024
- système de sécurité incendie : service sécurité CHM

Surveillance de l'établissement (ERP de type U) : 3 personnels

Contrat de maintenance SSI en 4h : oui

Téléphone filaire (les téléphones sur box sont interdits) : oui

Consignes : oui

Ligne directe : oui au PC sécurité bâtiment Fontenoy

Plan de l'établissement : oui

Défense extérieure contre l'incendie :

- Poteau d'incendie à moins de 200m de l'établissement : oui

## CLASSEMENT

Classement selon l' article : U2

Mode de calcul de l'effectif admissible :

Détail du calcul : Déclaration d'effectif

- Pensionnaires : 1 personne / lit soit 24 personnes
- Personnel : 1 personne pour 3 lits : 20 personnes
- Visite : 1 personne / 2 lit : 12 personnes

**total : 56 personnes**

Établissement Recevant du Public de 4ème catégorie et de type U

## PRESCRIPTIONS

### Prescriptions permanentes :

#### **Vérifications techniques obligatoires (articles R143-34, GE8)**

Faire vérifier, **au moins une fois par an**, par un technicien compétent :

- les installations électriques et l'éclairage de sécurité (art. EL19 et art. EC8)
- les installations de désenfumage (art. DF10)
- les installations de chauffage (art. CH57 et CH58)
- les extincteurs (art. MS73)
- le système d'alarme incendie (art. MS73)
- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS58)
- les réseaux de fluides médicaux (art. U64)
- les portes automatiques (art CO 48)

Faire vérifier, **une fois tous les trois ans**, par un organisme agréé :

- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS73)
- le système de désenfumage mécanique (art. DF10)

Tenir à jour le registre de sécurité en y inscrivant notamment les dates des vérifications techniques accompagnées du nom et de la signature du vérificateur (art. R143-44 du code de la construction et de l'habitation).

**Ce registre contiendra notamment les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap (art. GE3).**

### Prescriptions antérieures :

Action	Ordre	Libellé
Aucune prescription		

### **Nouvelles prescriptions :**

Ordre	Libellé
1	Mettre en garde l'ensemble du personnel de l'établissement des dangers que représente un incendie dans un établissement de soins. Informer tout le personnel des consignes en vue de limiter l'action du feu et d'assurer l'évacuation des malades. Entraîner certains employés, spécialement désignés à l'avance, à la manœuvre des moyens de secours. Réaliser, au moins une fois par trimestre, des exercices pratiques ayant pour objet d'instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. (art.U47 et MS46)
2	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, les rapports de vérification suivants, accompagnés des justificatifs de levée des éventuelles observations y figurant :RVRE portant sur les installations électriques confirmant le contrôle des disjoncteurs différentiels (art. R123.44).

### **Propositions et remarques éventuelles :**

1. La commission rappelle l'obligation pour les propriétaires des établissements recevant du public d'installer un défibrillateur automatisé externe selon le calendrier suivant :

- le 1er janvier 2020 pour les ERP de catégories 1 à 3 ;
- le 1er janvier 2021 pour les ERP de catégorie 4 ;
- le 1er janvier 2022 pour les ERP de catégorie 5 suivants : les structures d'accueil pour personnes âgées, les structures d'accueil pour personnes handicapées, les établissements de soins, les gares, les établissements sportifs clos et couverts ainsi que les salles polyvalentes sportives.

*(Décret n°2018-1186 du 19 décembre 2018 relatif aux défibrillateurs automatisés externes)*

<b>AVIS</b>
-------------

A l'issue de cette visite, les membres de la commission émettent un **avis favorable** à la poursuite d'exploitation de cet établissement. Néanmoins, les prescriptions énoncées dans le rapport de visite joint devront être intégralement respectées.